

Le gouvernement burundais promet le dialogue sur la révision de la Constitution

RFI, 28 novembre 2013Burundi : le gouvernement annonce la mise en place d'un dialogueLe gouvernement, qui avait refusé jusqu'ici de débattre de sa révision constitutionnelle, vient de reculer. Il a annoncé mercredi 27 novembre qu'il va organiser un cadre de dialogue sur le sujet, alors que la tension était en train de remonter. L'occasion était trop belle. Le gouvernement du Burundi a profité de l'ouverture officielle d'une conférence sur la préparation d'élections ap inclusives en 2015, pour lâcher du lest.

Et le moment était particulièrement bien choisi, puisque le premier vice-président burundais Bernard Busokoza, s'exprimait devant un parterre de choix : leaders d'opposition, dignitaires religieux, activistes de la société civile, tous qui dénoncent depuis un mois le projet de révision de la Constitution voulue par le pouvoir burundais, et qui demandaient en vain, l'ouverture d'un dialogue. « Le gouvernement mettra en place des mécanismes de dialogue et de concertation de sorte que tous les partenaires politiques donnent leur contribution à ce texte fondamental, avant son adoption par le Parlement », a indiqué Bernard Busokoza. Quels seront les contours de ces mécanismes ? Aucun détail n'a filtré. Ce qui n'a pas empêché l'opposition burundaise de se réjouir de « ce retour à la raison », même si la prudence mise : « Nous sommes rassurés, mais avec ce gouvernement, mon cher ami, il faut être prudent », tempère Léonard Ngendakumana, le président de l'ADC-Ikibiri, une plateforme qui regroupe l'opposition radicale. L'opposition burundaise prévoit qu'elle va rester mobilisée jusqu'à ce que le pouvoir burundais renonce à une révision de la Constitution, qu'elle risque selon elle, de replonger son pays dans la tourmente.